



# Allemagne

## Climat des affaires au beau fixe malgré des incertitudes

- Porté par la vigueur de l'activité, l'indice IFO du climat des affaires ne cesse de progresser.
- Cette amélioration est due à plusieurs facteurs : le redressement du commerce mondial, l'affaiblissement de l'euro et des taux d'intérêt bas.
- La pénurie de main-d'œuvre pèse de plus en plus sur l'investissement des entreprises.
- Les incertitudes politiques aussi pourraient amener les chefs d'entreprises à différer leur décision d'investir.

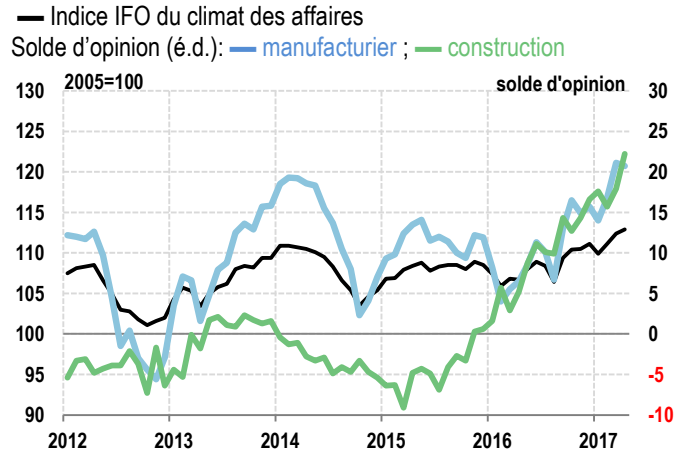
L'économie allemande a fait preuve d'un grand dynamisme ces derniers mois. Les indicateurs conjoncturels se sont nettement redressés comme le confirment les premières données d'activité. L'indice IFO du climat des affaires est orienté à la hausse depuis le mois de février. Il a atteint 122,7, son plus haut niveau depuis 2011. Les chefs d'entreprises se disent en particulier très satisfaits des conditions actuelles. Cette composante de l'indice n'a cessé de s'améliorer depuis septembre 2016. Les entreprises interrogées par l'institut IFO restent, cependant, prudentes à l'égard des perspectives. La composante mesurant les attentes n'a guère progressé au cours des derniers mois. Une situation qui n'a rien de surprenant compte tenu des incertitudes auxquelles fait face l'économie, comme l'imprévisibilité de la nouvelle administration américaine, le déclenchement de l'article 50 par le gouvernement britannique et les élections en France et en Allemagne.

L'industrie manufacturière, en particulier, s'est redressée par rapport à la stagnation enregistrée au quatrième trimestre 2016. En janvier-février, la production industrielle était en hausse de 1,8 % en moyenne par rapport aux trois mois précédents. L'activité a notamment bénéficié de la forte reprise de la demande mondiale. En janvier-février, le taux de variation sur trois mois du commerce mondial a fait un bond à 2,7 % contre 1,4 % au quatrième trimestre 2016 (CPB World Trade Monitor). Autre facteur important : la faiblesse de l'euro, due à l'orientation très accommodante de la politique monétaire de la BCE.

La politique de la BCE a aussi largement contribué au rebond de l'activité dans le bâtiment ; des taux d'intérêt bas, conjugués à des perspectives d'emploi favorables, ont en effet stimulé la demande dans le secteur du logement. Alors que les prix à la consommation sont restés atones, les prix des logements ont nettement augmenté. En 2016, les prix de l'immobilier ont progressé de plus de 10 % dans les sept plus grandes villes du pays par rapport à l'année précédente. L'indice IFO s'est amélioré dans le secteur de la construction, grâce à une nouvelle progression des conditions actuelles de l'activité, qui a atteint un nouveau sommet.

La situation sur le marché du travail témoigne également de cette évolution favorable. Le chômage est orienté à la baisse, reculant à 3,9 % à peine en février. Mais la situation n'en est pas moins

### Amélioration du climat des affaires en Allemagne



Graphique 1

Source : IFO

contrastée sur l'ensemble du territoire : alors qu'en 2016, le chômage s'approchait des 3 % en Bavière et dans le Bade-Wurtemberg, où le marché du travail est particulièrement tendu, il se situait, en revanche, à des niveaux plus élevés dans les régions de l'Est ou Nouveaux Länder, atteignant même 7,4 % en Saxe-Anhalt.

Le chômage est en grande partie dû à l'inadéquation entre les qualifications des demandeurs d'emploi et les emplois proposés. Les chefs d'entreprises ont de plus en plus de mal à recruter de la main-d'œuvre qualifiée. Et les Länder de l'Est n'échappent pas à la règle : les jeunes qualifiés préfèrent, en effet, gagner l'ouest du pays, attirés par des évolutions de salaire et de carrière plus prometteuses. Cette évolution pèse sur les perspectives de croissance de la région.

L'autre sujet de préoccupation pour les employeurs tient à la hausse des coûts de main-d'œuvre en partie due à la pénurie de travailleurs qualifiés. Au quatrième trimestre, les coûts de main-d'œuvre avaient progressé de 1,5 % par rapport au trimestre précédent et de 3,1 % par rapport à l'année précédente. Mais les syndicats préféreront certainement modérer leurs revendications salariales pour préserver la compétitivité des entreprises et éviter les délocalisations. De nombreux chefs d'entreprises allemands estiment, par ailleurs, que le renchérissement des prix de l'énergie et des matières premières constitue un risque pour leur activité.

Dans les prochains mois, les entrepreneurs allemands devraient attendre, avant de prendre la décision d'investir, que les incertitudes entourant les résultats des élections dans plusieurs pays européens soient levées. En Allemagne, les élections législatives auront lieu le 24 septembre prochain. La chancelière Angela Merkel et le leader du SPD, Martin Schulz, sont au coude à coude dans les sondages. En cas de victoire, le Parti social-démocrate pourrait revenir sur certaines réformes, introduites au cours des dernières années.